

SOBERCO ENVIRONNEMENT

Société d'ingénierie et de conseils en environnement



REPONSE ECRITE DU MAITRE D'OUVRAGE A L'AVIS DE L'AE

Projet d'extension (Nord et Sud) De la Zone d'activités des Platières

Réponse écrite du maître d'ouvrage
à l'avis de l'AE (Mission régionale d'autorité
environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes)
en date du 14 Janvier 2020

14 février 2020

Extrait de l'avis de l'AE p7 :

Inventaires des espèces protégées à compléter pour mieux rendre compte du travail accompli

Les deux extensions ont fait l'objet de deux demandes de dérogation à la protection des espèces déposées le 25 octobre 2019 auprès du service compétent de la DREAL. Pour la bonne information du public, des éléments inclus dans ces deux dossiers de demande auraient pu être intégrés à l'étude d'impact de façon à améliorer la précision des informations fournies (liste complète des espèces recensées, méthodologies utilisées, description précise des mesures envisagées).

Réponse du maître d'ouvrage :

Les inventaires ont été menés en 2018 et 2019.

La méthode utilisée pour réaliser cette étude technique est celle utilisée pour réaliser une expertise naturaliste. L'approche s'est déclinée sur plusieurs phases :

- Analyse bibliographique (interrogation des sites internet naturalistes et cartographiques, atlas régionaux et départementaux, etc.) ;
- Relevés de terrain sur les saisons d'hiver, printemps, été et automne 2018 en couvrant l'ensemble des besoins biologiques des espèces ciblées ;
- Synthèse et évaluation écologique des données collectées.

Deux typologies de périmètres ont été retenues :

- Le périmètre d'étude a fait l'objet d'inventaires exhaustifs.
- Le périmètre de projet qui est mis en évidence sur les cartes correspond au périmètre du projet après mesures d'évitement.

Les prospections diurnes concernent la flore et l'ensemble des groupes faunistiques. Les relevés de terrain se définissent suivant les pics d'activités des espèces (reproduction, migration, météorologie...). Les prospections nocturnes concernent des inventaires visuels et acoustiques portant sur les inventaires d'oiseaux nocturnes, des amphibiens et des coléoptères règlementés. Le tableau ci-après présente les inventaires réalisés.

Les listes complètes des espèces sont reprises dans l'état initial dans les pages B30 à B51.

Pour l'ensemble des mesures, elles sont listées dans les pages D16 à D19 de l'étude d'impact.

Les tableaux synthétiques des méthodes employées sont présentés page suivante.

Inventaires	Période	Synthèse des protocoles utilisés
Flore – Habitats	Mars à juillet	Relevés floristiques systématiques dans chaque habitat Recherches exhaustives des plantes vasculaires.
Mammifères terrestres	Toute l'année	Détermination par observations directes ou indirectes (traces, laissées, réfectoires, etc.).
Chiroptères	Juin à octobre	Détermination par écoute acoustique ultrasonore. Pose de détecteur 2 nuits complètes en juin 2019
Oiseaux	Automne et IPA en avril et mai/juin	Points d'écoute des chants et observation directe sur l'ensemble des milieux. 2 passages avec IPA systématiques par milieux (avril et juin). 10 autres passages avec relevés divers. Observation des nids. Passages matinaux et crépusculaires. Passage nocturne et utilisation de la repasse (diffusion du chant des rapaces nocturnes).
Amphibiens	Mars à Juin, Automne	Vue directe des individus, identification nocturne des cris et des chants, reconnaissance des pontes et des larves, recherche des individus en phase terrestre dans les caches. Ecoutes nocturnes
Reptiles	Avril à Juin, Automne	Pose de 5 plaques reptiles. Vue directe des individus en héliothermie, recherche active dans les caches (pierres, souches...).
Libellules	Mai, Juin	Observation aux jumelles des adultes.
Coléoptères protégés	Mars à Juin, Automne	Recherche des cavités dans le bois, ou des adultes en période de reproduction.
Papillons de jours	Avril à Juin	Recherche des plantes hôtes des espèces patrimoniales et observation directe aux jumelles des imagos.

Dates	Nbre de pers.	Personnel	Flore & habitats	Oiseaux	Reptiles	Amphibiens	Insectes	Mammifères	Soirée écoute nocturne
2018									
27 fev	1 pers.	OBG	+	+++	+	+++		+++	+++
14 mars	2 pers.	NK		+++		+++		+	+++
16 avril	1 pers.	OBG		+++		++			
20 avril	1 pers.	NK	+++	+	+++	+	+	+	
24 avril	1 pers.	OBG		+++		++			
8 mai	1 pers.	NK	+++	++	+++	+	+++	+	
17 mai	1 pers.	NK	+	++	+	+	+++	+	
28 mai	2 pers.	NK et AM	++	+	+	+	++	+	
1 ^{er} juin	1 pers.	OBG		+++		++			
14 juin	1 pers.	NK	+++	+	+	+++	++	+	
21 juin	1 pers.	NK	+	+++	+	+	+	+	+
29 juin	1 pers.	NK	+	+++	+	+	+++	+	+++
19 oct	1 pers.	OBG	Passage tous groupe automnal						
2019									
24-25 juin	1 pers.	NK						Chiroptères	
3 juillet	1 pers.	NK	+	+	+	+++	+	+	
26 aout	1 pers.	ER	+	+++	+++	++	+	+	

Code couleur : période de prospections **moennement favorables** / **favorables** / **optimales**

+ : Pression d'inventaire minimale et/ou conditions peu favorables au groupe

++ : Pression d'inventaires modérées et/ou conditions moyennement favorables au groupe

+++ : Recherches complètes, conditions optimales

Extrait de l'avis de l'AE p7 :

Définition non réglementaire d'une zone humide

À la page B-33 de l'étude d'impact, l'état initial de l'environnement se réfère à une notion de « zone humide » qui n'est plus d'actualité. Par conséquent, l'exclusion, fondée sur le seul critère botanique, de la zone humide « Mare de Montagny » à l'occasion des investigations réalisées en 2018 doit faire l'objet d'un nouvel examen. Ce point a par ailleurs déjà été signalé par la MRAe dans son avis du 1er octobre 2019 relatif à la mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme des communes de Beauvallon, Mornant et Saint-Laurent d'Agnay.

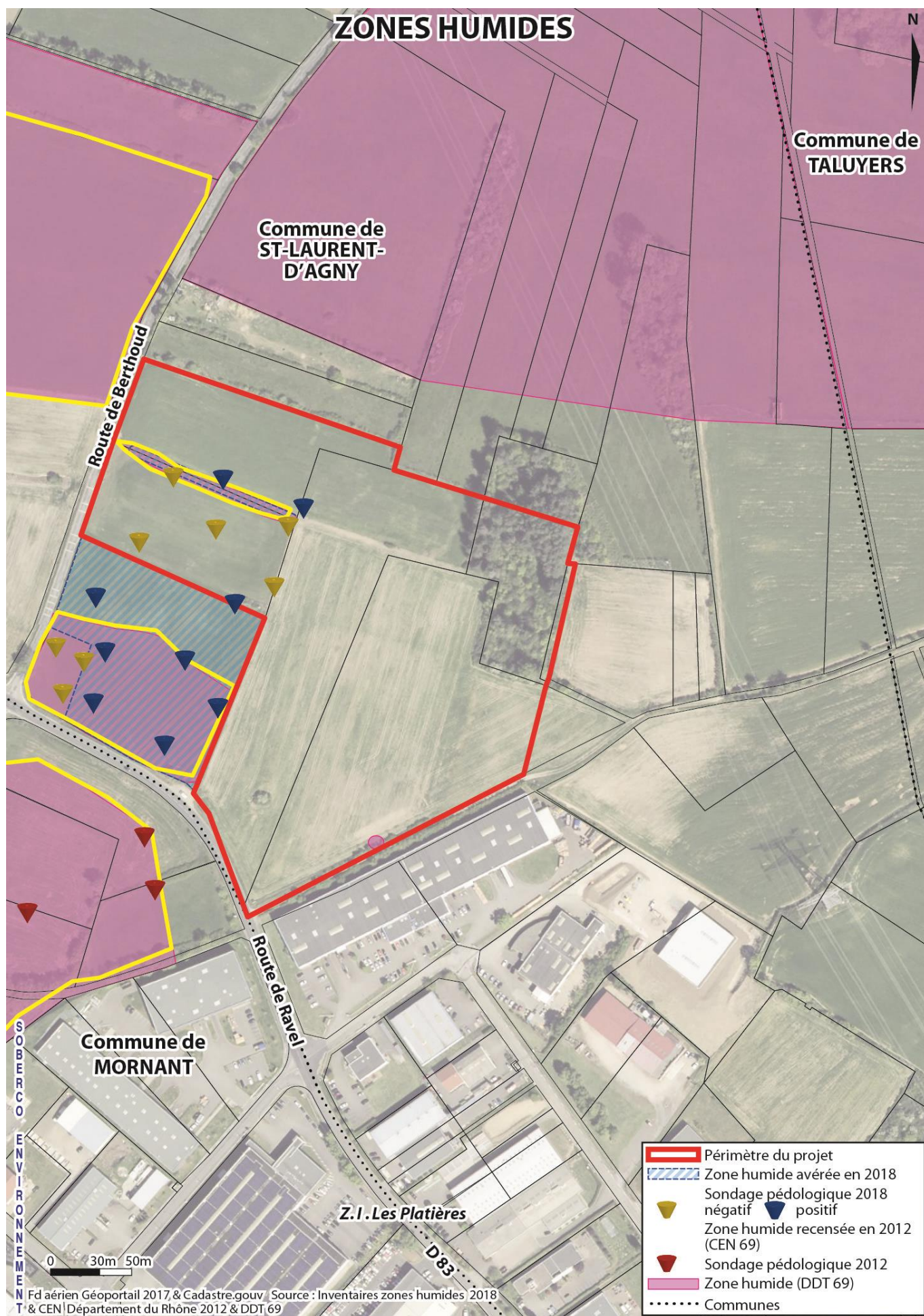
Réponse du maître d'ouvrage :

Lors des inventaires de 2012, le CEN a réalisé un inventaire des zones humides en prenant en compte les critères de végétation et pédologiques. Il n'avait pas été mis en évidence de zone humide sur la « mare de Montagny ». Cette analyse a été confirmée en 2018, lors des inventaires actualisés, au niveau du critère végétatif. De plus, au regard de la topographie du site, cette zone n'est pas localisée dans une dépression permettant un bassin contributif à la zone humide. De fait, il a bien été pris en compte les critères végétatifs et pédologiques pour la caractérisation des zones humides du site.

De plus, une caractérisation plus précise des zones humides « Petite prairie humide de Raze et Prairie humide de Berthoud-sud », qui avait bien été recensées 2012, a été réalisée en 2018 avec le critère pédologique et végétatif. Ces deux zones humides sont concernées par le périmètre d'étude du secteur Nord et seule la zone de la « Petite prairie humide de Raze » est concernée par le projet.

Une carte de synthèse des zones humides recensées sur le secteur Nord est présentée page suivante.

L'extension Sud n'est quant à elle pas concernée par des zones humides.



Extrait de l'avis de l'AE p7 :

SCoT de l'Ouest lyonnais, une comptabilité toujours pas démontrée

Concernant la préservation de la ZNIEFF de type I « Plateau de Berthoud » évoquée à la page B-5810 de l'étude d'impact, il est une nouvelle fois annoncé que le périmètre retenu pour le projet d'extension était le moins impactant pour l'environnement et ce, sans véritable démonstration ou renvoi vers une partie de l'EI qui l'attesterait. Ce point a déjà été soulevé à l'occasion de l'avis de la MRAe du 1er octobre 2019 dans le cadre d'une recommandation invitant les porteurs de projet à approfondir cette affirmation.

Réponse du maître d'ouvrage :

Comme indiqué par la Copamo dans le cadre de l'enquête publique relative à la Déclaration de Projet, la COPAMO a sollicité le Syndicat de l'Ouest Lyonnais (SOL) dès 2016 sur le projet d'extension de la ZAE des Platières, et plus particulièrement sur la problématique du périmètre d'extension qui a cette époque touchait la ZNIEFF de type 1, sur 8,5 hectares.

Sur la base des résultats d'inventaire du CEN réalisé en 2012, en concertation avec les services d'Etat, considérant l'ensemble des objectifs du SCOT, considérant que le projet d'extension de la ZAE des Platières ne remettait pas en cause l'intégrité de la ZNIEFF dans sa totalité, le Syndicat de l'Ouest Lyonnais a analysé que le projet d'extension de la ZAE était compatible au SCOT dans le sens où :

- Il est inscrit dans le SCOT,
- Il participe aux objectifs de développement économique du projet de territoire de l'Ouest Lyonnais,
- Il limite son impact environnemental sur la biodiversité en choisissant le périmètre le moins impactant (sanctuarisant des parcelles sur Mornant représentant des enjeux de biodiversité plus importants).

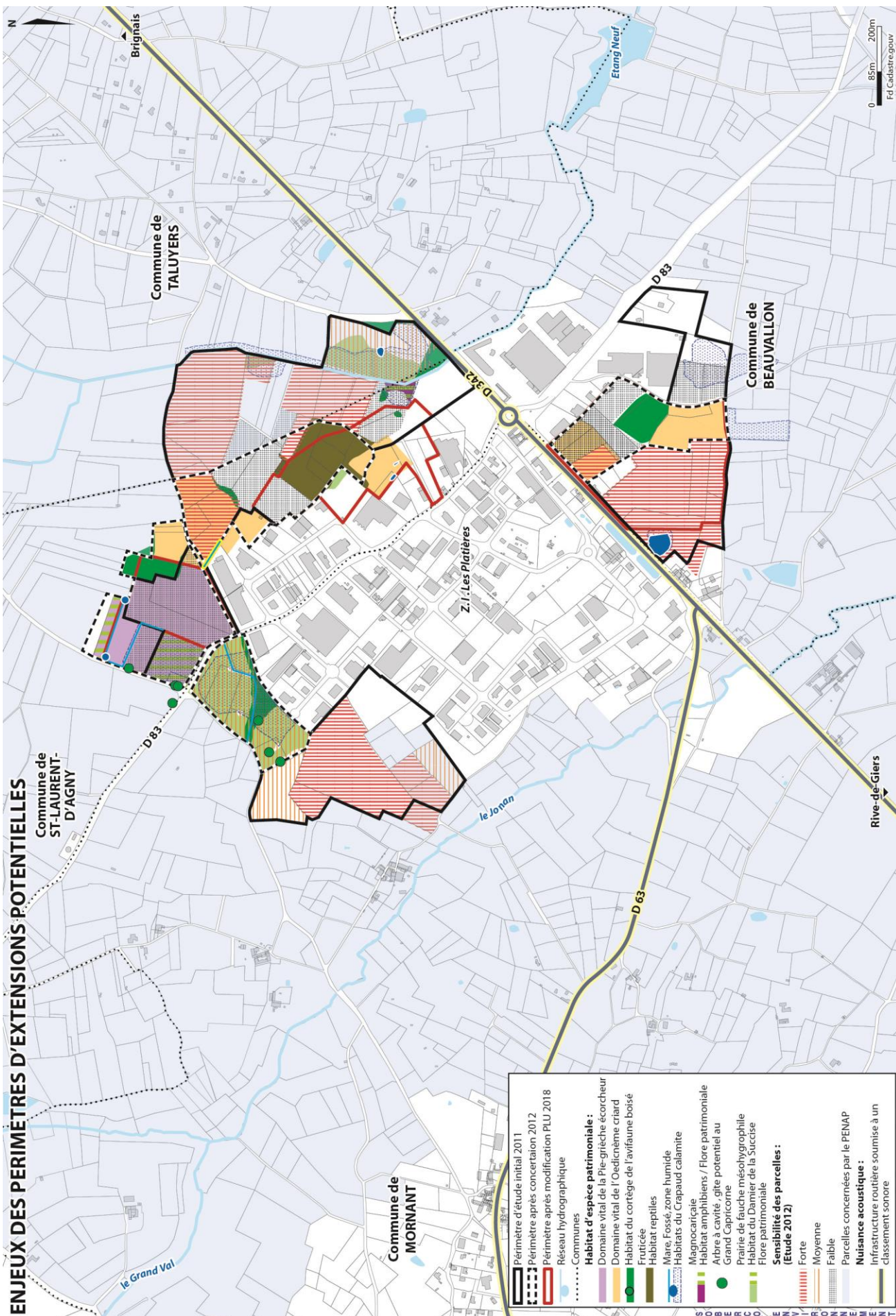
Depuis ce périmètre a été diminué impactant la ZNIEFF de type 1 sur moins de 2% de sa surface totale (cf. courrier du Syndicat de l'Ouest Lyonnais du 9 novembre 2016 en annexe).

La constructibilité d'une extrémité de la ZNIEFF de type 1 a ainsi été validée par les services de l'état (avis DDT) et le Syndicat de l'Ouest Lyonnais, Gestionnaire du SCOT.

Après analyse des enjeux environnementaux et des inventaires faune-flore, une analyse globale des secteurs d'extension a été réalisée. Après concertation avec les associations environnementales locales (CEN, LPO, FRAPNA,...), il a été mis en évidence que ce secteur présentait de plus faibles enjeux environnementaux que d'autres notamment sur Mornant et à l'Est. De plus, la zone humide présentant des enjeux sur ce secteur a été préservée.

Au niveau du PLU, le déclassement de la zone AUi sur le secteur de Mornant en zone naturelle permet aussi de réduire fortement les incidences sur la biodiversité au regard des enjeux mis en évidence dans le cadre des inventaires faune-flore.

ENJEUX DES PERIMETRES D'EXTENSIONS POTENTIELLES



Extrait de l'avis de l'AE p7 :

Paysage

Il est rappelé à la page B-59 de l'EI, dans le cadre de l'extension nord, en zone AUic2 que la hauteur maximale des bâtiments était fixée à 12 mètres. Or, comme cela a été par ailleurs rappelé dans l'avis de la MRAe du 1er octobre 2019, le règlement du PLU de la commune de Saint-Laurent d'Agné stipule que cette hauteur limite pourra être dépassée pour l'installation d'un méthaniseur. Pour la bonne information du public, cette précision mériterait d'être rappelée dans l'état initial dans la mesure où ladite zone a vocation à en accueillir un.

En ce qui concerne l'analyse paysagère présentée à partir de la page B-85 de l'EI, elle reste essentiellement descriptive. Ce volet du rapport souffre des mêmes lacunes que celles relevées dans l'avis de la MRAe précité. En effet, il conviendrait de compléter cette partie de l'étude d'impact par une analyse des enjeux paysagers permettant d'identifier les séquences de perception les plus sensibles (notamment depuis les axes routiers) pouvant justifier ensuite de mesures de réduction des impacts visuels de cette zone d'activité.

Réponse du maître d'ouvrage :

La hauteur maximale des bâtiments est fixée à 12 mètres dans le cadre de l'extension nord, selon le règlement de la zone AUic2 du PLU de Saint-Laurent d'Agné. Le règlement de cette zone stipule que cette hauteur limite pourra être dépassée pour l'installation d'un méthaniseur. Pour la bonne information du public, cette précision est rappelée étant donné que ladite zone a vocation à accueillir un projet de méthanisation. Dans le cadre de ce projet, la hauteur maximale du bâtiment sera de 12 mètres au faitage. La hauteur maximale de la plus haute cuve (digestat) sera de 15 mètres y compris éléments techniques. Sous réserve d'études, il est envisagé d'encaisser de 2 mètres environ la cuve la plus haute, afin de répondre à des contraintes réglementaires et de limiter la hauteur par rapport au terrain naturel. La faisabilité technique de cette piste devra être confirmée. La bonne intégration paysagère de l'unité de méthanisation sera obtenue à travers la plantation de lisières boisées et de haies champêtres, d'une largeur de 5 à 9 mètres, sur toutes les limites du terrain d'assiette du projet, conformément au permis d'aménager déposé par VALORIPOLIS et comme présenté dans la note complémentaire paysagère ci-annexée (annexe 3.1.2, pages 29 et 30).

La note complémentaire paysagère ci-annexée (annexe 3.1.2) présente une analyse des enjeux paysagers (page 2 à 25), qui a permis d'identifier les séquences de perception les plus sensibles, notamment depuis les axes routiers (représentés page 26 à 30 pour les secteurs d'extension Sud et Nord). Cela a permis de déterminer, parmi les différentes options d'aménagement étudiées, des plans de composition permettant de préserver au mieux la qualité paysagère. Des mesures décrites pages 26 à 30 ont ainsi été définies afin de réduire les impacts visuels des projets d'extension.

Extrait de l'avis de l'AE p7 :

Qualité de l'air

Il est indiqué à la page B-80 de l'EI que la qualité de l'air de la zone d'étude était qualifiée de « globalement bonne ». Cependant, il n'est pas précisé dans le rapport, l'implantation précise des stations de mesure. Si celles-ci sont effectuées sur la route en bordure de la zone d'activité ou à plusieurs kilomètres du site, les résultats ne seront pas les mêmes. L'EI mérite donc d'être complétée sur ce point.

Réponse du maître d'ouvrage :

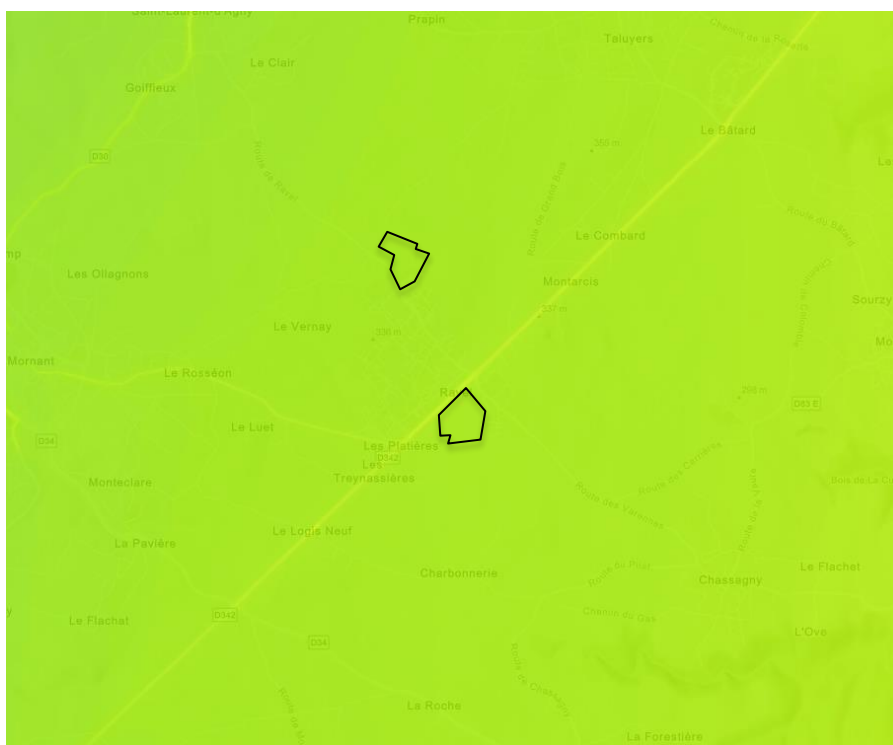
Les données de la qualité de l'air sont issues des données du territoire à l'échelle de la COPAMO. Toutefois, le site d'étude en lui-même ne présente pas de stations de mesures en bordure de route ou à proximité immédiate.

Sur la cartographie des émissions annuelles 2018 du Rhône réalisée par ATMO Rhône Alpes, il est mis en évidence que les polluants sont concentrés au niveau de l'axe routier RD342 et se dilue rapidement sur les abords. En effet, les extensions Nord et Sud sont localisées sur le plateau Mornantais, dans un milieu ouvert, exposé aux vents dominants permettant une dispersion rapide des polluants.

Carte de moyenne annuelle de dioxyde d'azote NO2 (ATMO Rhône Alpes)



Carte de moyenne annuelle de PM10 (ATMO Rhône Alpes)



Extrait de l'avis de l'AE p8 :

Qualification de l'enjeu relatif la qualité de l'air dans le tableau de synthèse

Au regard du paragraphe précédent et des éléments de synthèse indiqués à la page B-73 de l'étude d'impact, à savoir : un trafic de la route départementale 342 « chargé » et des difficultés de circulation « présentes sur le giratoire D342/D83 et sur le carrefour D342/D63 aux heures de pointe», la pertinence du classement des enjeux liés à la qualité de l'air du site dans la catégorie des « enjeux faibles à moyens » n'est pas démontrée.

Réponse du maître d'ouvrage :

Les sites de projet Nord et Sud présentent globalement des enjeux au niveau de la thématique qualité de l'air moyen à faible pour le projet :

- Moyen pour le secteur Sud : proximité de la RD342 mais dispersion rapide aux abords de la voie et donc limitation des enjeux pour le projet d'extension (voir cartographies ci-dessus).
- Faible pour le secteur Nord : absence d'enjeux sur les cartographies au niveau de la route de Ravel à proximité immédiate du secteur et éloignement important de la RD342.

De plus, la localisation des extensions en secteur ouvert sur le plateau Mornantais permettent au regard de l'importance des vents une bonne dilution des polluants de la RD342 et donc un enjeu non significatif pour l'aménagement.

Extrait de l'avis de l'AE p10 :

Préservation du milieu naturel

Comme évoqué au point 2-1 du présent avis, la « Mare de Montagny » située sur l'extension nord de la zone d'activités, répertoriée par l'inventaire départemental du Rhône, constitue une zone humide au regard de la législation en vigueur. Aussi, il conviendrait de la rajouter à la liste des habitats naturels à protéger sur la commune de Saint-Laurent d'Agnay (page D-16 de l'étude d'impact) et de compenser sa destruction à hauteur de 200 % comme le prévoit le SDAGE Rhône Méditerranée pour toutes les zones humides.

En ce qui concerne l'impact du projet dans la partie Nord sur « la ZNIEFF I « Plateau de Berthoud » et l'espace naturel sensible « Bocage de Berthoud », les mesures compensatoires ne sont pas présentées précisément dans le dossier alors que des impacts résiduels sont bien identifiés.

Enfin, concernant les espèces protégées, la rédaction des dossiers de demande de dérogation à leur destruction et les différents échanges entre les services de l'État, la communauté de communes du Pays Mornantais (COPAMO) et le pétitionnaire aménageur ont permis de faire évoluer les projets d'extension vers une meilleure prise en compte globale de la biodiversité. Or, cela ne transparaît pas dans l'étude d'impact. L'étude d'impact doit à ce titre mieux décrire les impacts cumulés des différentes extensions et mieux démontrer la pertinence et la faisabilité des mesures compensatoires prévues, à l'instar des informations contenues dans les dossiers de demande de dérogation à la protection des espèces qui pourraient utilement être joints au dossier.

Réponses du maître d'ouvrage :

Comme évoqué au point 2.1, lors des inventaires de 2012, le CEN a réalisé un inventaire des zones humides en prenant en compte les critères de végétation et pédologiques. Il n'a pas été mis en évidence de zone humide sur la mare de Montagny. De fait, il n'est pas prévu de compensation pour cette zone. Par ailleurs, le projet prévoit d'impacter une zone humide estimée à une surface de 200 m² après les analyses complémentaires de 2018. Pour la compensation de cette zone, il est envisagé de reconstituer le fossé qui permettra d'offrir les mêmes fonctionnalités que le fossé existant soit une zone de stockage temporaire d'eau et une continuité hydraulique en lien avec la zone humide à l'ouest. Les milieux recréés seront d'une superficie d'environ 400 m² ce qui permettra de respecter les prescriptions du SDAGE d'une compensation de 200%.

La constructibilité d'une extrémité de la ZNIEFF de type 1 a été validée par les services de l'état (avis DDT) et le Syndicat de l'Ouest Lyonnais, Gestionnaire du SCOT (cf. réponse précédente). Après analyse des enjeux environnementaux et des inventaires faune-flore, une analyse globale des secteurs d'extension a été réalisée. Après concertation avec les associations environnementales locales (CEN, LPO, FRAPNA,...), il a été mis en évidence que ce secteur présentait de plus faibles enjeux environnementaux que d'autres notamment sur Mornant et à l'Est. De plus, la zone humide présentant des enjeux sur ce secteur a été préservée. Il a été prévu de préserver les autres zones sensibles évitées au titre du PLU (classement en zone N ou A).

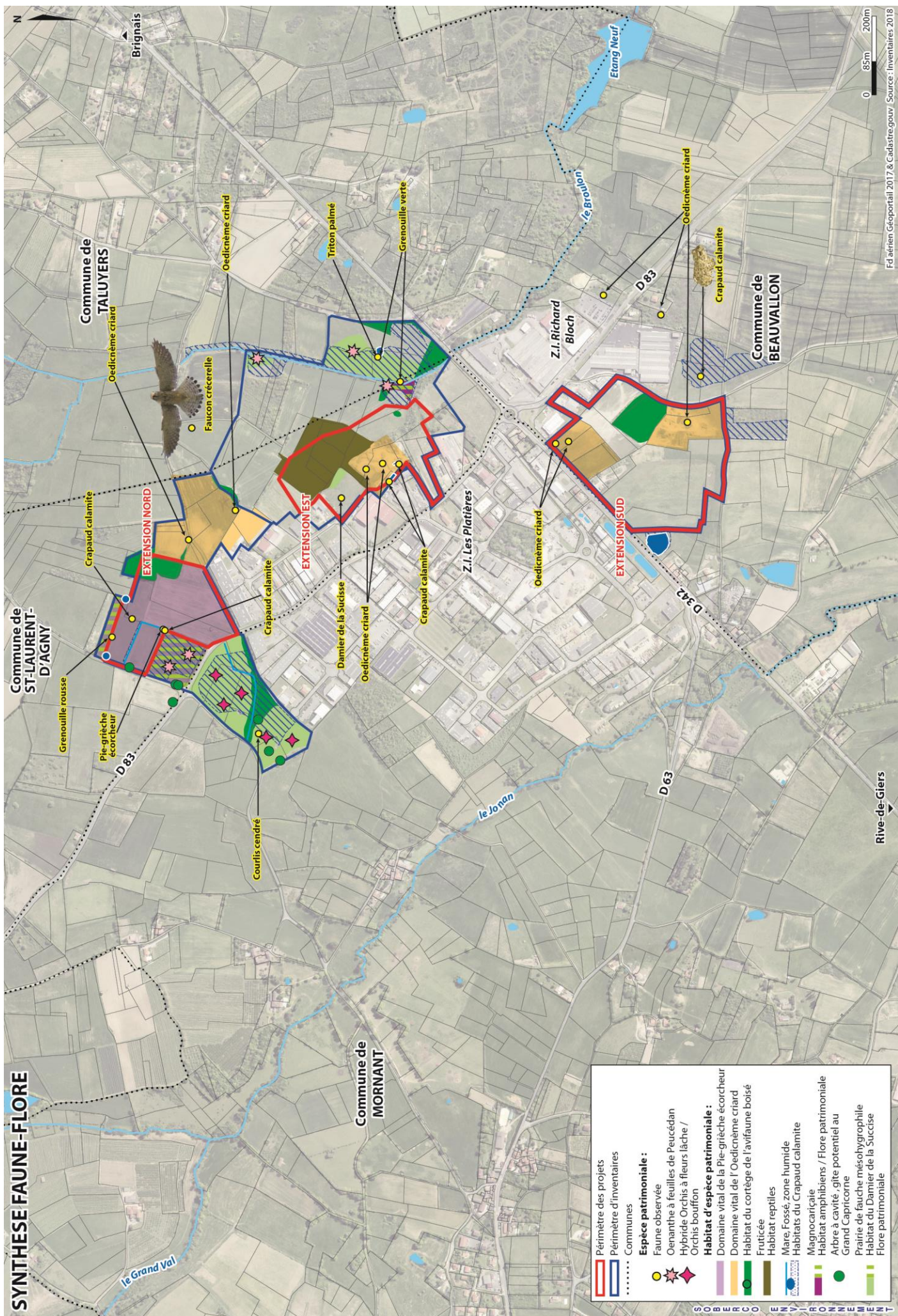
Les tableaux et visuels suivants présentent une analyse des enjeux cumulés entre les extensions Nord et Sud du présent dossier et l'extension Est de la zone des Platières :

Espèces	Extension Nord		Extension Est		Extension Sud		Impact résiduel final
	Impact résiduel	Mesures	Impact résiduel	Mesures	Impact résiduel	Mesures	
Œdicnème criard	Nul 0 m²	Evitement des secteurs sensibles des périodes d'intervention Respect des périodes de lutte contre les pollutions et nuisances Lutte contre les espèces envahissantes Maîtrise de l'éclairage-	Moyen 1 Site propice non pérenne pour un couple (11 310 m²)	Chantier à faible impact Respect de l'emprise du chantier Respect des périodes Création d'un Site propice pérenne pour un couple (10 000 m²)	Fort 28 730 m²	Respect de l'emprise Respect des périodes d'intervention Lutte contre les pollutions et nuisances Lutte contre les espèces envahissantes Mise en place d'ORE avec recherche et protection de nidification	Nul

Espèces	Extension Nord		Extension Est		Extension Sud		Impact résiduel final
	Impact résiduel	Mesures	Impact résiduel	Mesures	Impact résiduel	Mesures	
Pie-grièche-écorcheur	Fort 45 950 m ² et 16 ml	Evitement des secteurs sensibles Respect des périodes d'intervention Lutte contre les pollutions et nuisances Lutte contre les espèces envahissantes Maîtrise de l'éclairage Plantations de 2400 ml de haies pour assurer la création d'un maillage bocager sur 15 ha Plantations sur 6 000 m ² de lisières boisées	-	-	-	-	Nul
Reptiles	Fort 45 950 m ² et 16 ml	Evitement des secteurs sensibles Respect des périodes d'intervention Lutte contre les pollutions et nuisances Lutte contre les espèces envahissantes Maîtrise de l'éclairage Plantations de 2400 ml de haies pour assurer la création d'un maillage bocager sur 15 ha Plantations sur 6 000 m ² de lisières boisées Création de 2 hibernaculums	Moyen faible à 19 040 m ²	Evitement des secteurs sensibles Chantier à faible impact Respect de l'emprise du chantier Respect des périodes Création de 22 820 m ² de fruticée Création de 2 hibernaculums	Faible 31 660 m ²	Respect de l'emprise Respect des périodes d'intervention Lutte contre les pollutions et nuisances Lutte contre les espèces envahissantes Création d'hibernaculums Plantations de lisières boisées	Nul
Grand Capricorne	Nul 0 m ²	Evitement des secteurs sensibles Respect des périodes d'intervention Lutte contre les pollutions et nuisances Lutte contre les espèces envahissantes Maîtrise de l'éclairage	-	-	-	-	Nul

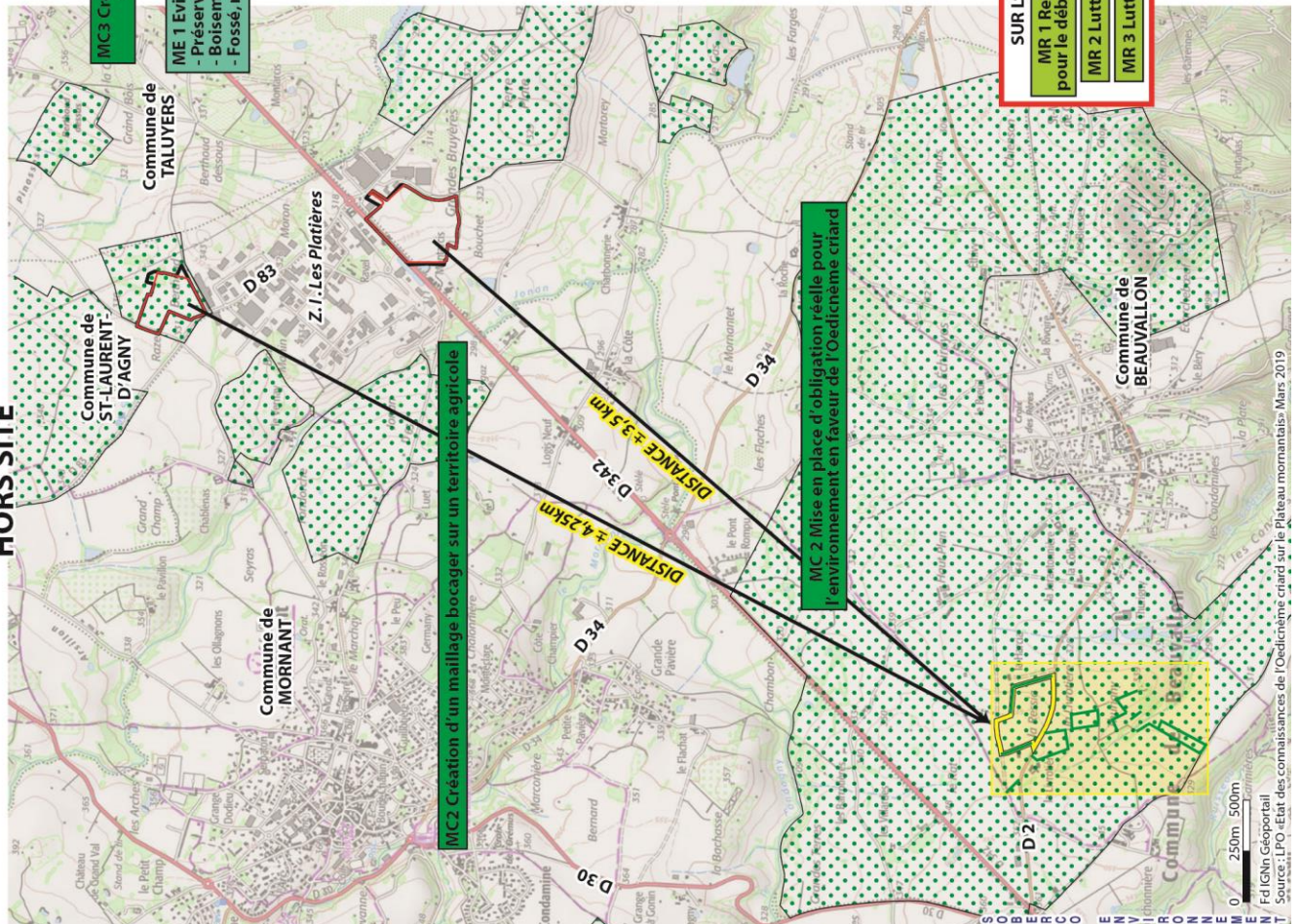
Espèces	Extension Nord		Extension Est		Extension Sud		Impact résiduel final
	Impact résiduel	Mesures	Impact résiduel	Mesures	Impact résiduel	Mesures	
Cortèges d'oiseaux généralistes et forestiers Chiroptères Mammifères	Faible 4 990 m²	Evitement des secteurs sensibles Respect des périodes d'intervention Lutte contre les pollutions et nuisances Lutte contre les espèces envahissantes Maîtrise de l'éclairage Plantations sur 6 000 m² de lisières boisées	Faible 19 040 m² de fruticées et 550 m² de haies	Evitement des secteurs sensibles Chantier à faible impact Respect de l'emprise du chantier Respect des périodes : Pose de nichoirs pour l'avifaune sur le site Création de 22 820 m² de fruticée Création de 1275 m² de haies	Faible 9 160 m de boisements et 62 ml de haies	Respect de l'emprise Respect des périodes d'intervention Lutte contre les pollutions et nuisances Lutte contre les espèces envahissantes Pose de nichoirs Création et gestion d'une lisière boisée de 10 800 m Plantation et gestion de haies sur 140 ml	Nul
Avifaune de milieux agricoles	-		-		Moyen 39 200 m²	Respect de l'emprise Respect des périodes d'intervention Lutte contre les pollutions et nuisances Lutte contre les espèces envahissantes Pose de nichoirs Mise en place d'ORE sur milieux similaires	Nul
Crapaud Calamite Grenouille rousse	Faible 175 ml	Evitement des secteurs sensibles Respect des périodes d'intervention Lutte contre les pollutions et nuisances Lutte contre les espèces envahissantes Sauvetage de spécimens d'espèces Maîtrise de l'éclairage Création d'un fossé humide et de 3 mares temporaires	Fort 2 mares temporaires (70 m²)	Chantier à faible impact Respect de l'emprise du chantier Respect des périodes Création d'1 mares (35m²) et 2 flaques temporaires (40 m²)	-	-	Nul

Espèces	Extension Nord		Extension Est		Extension Sud		Impact résiduel final
	Impact résiduel	Mesures	Impact résiduel	Mesures	Impact résiduel	Mesures	
Damier de la Succise			Moyen 5 900 m²	Evitement des secteurs sensibles Chantier à faible impact Respect de l'emprise du chantier Respect des périodes Création et gestion de l'habitat favorable 4 140 m² de pérennisation et de valorisation 4 800 m² de création de prairie de fauche 500 m² d'expérimentation de prairie humide	-	-	Nul



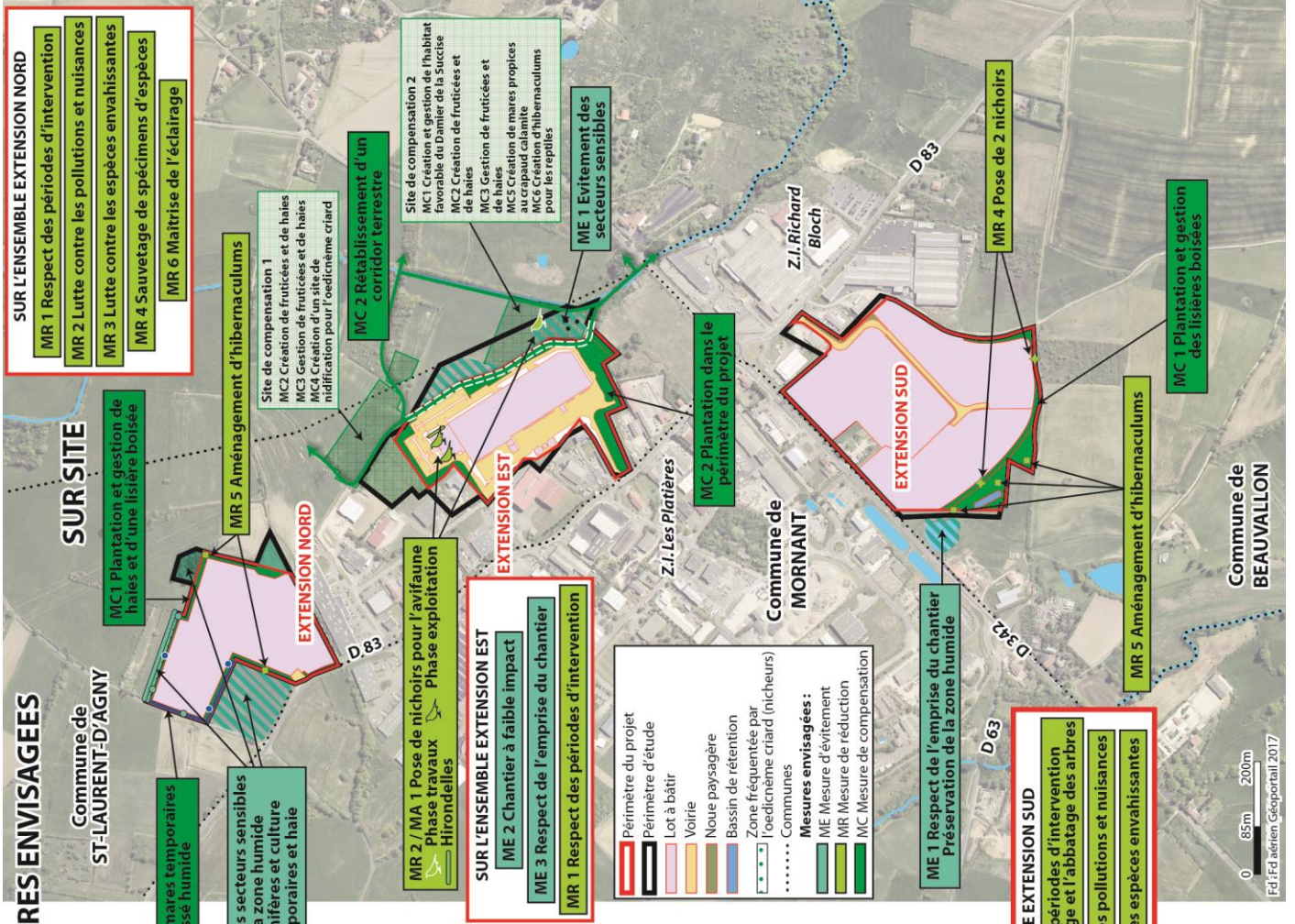
SYNTHESE DES MESURES ENVISAGEES

HORS SITE

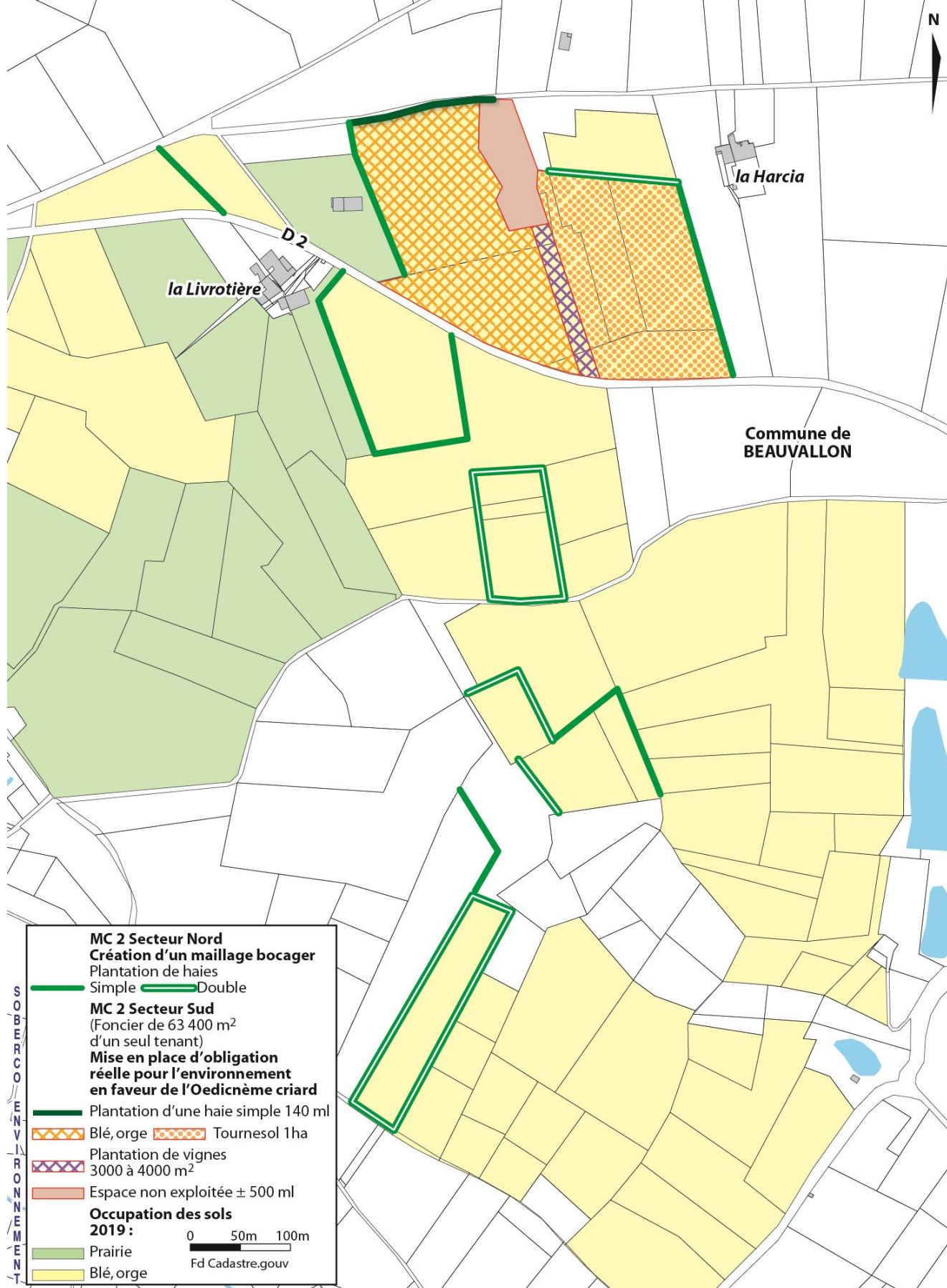


N

SUR SITE



SYNHESE MESURE DE COMPENSATION 2 SECTEUR NORD & SUD



Extrait de l'avis de l'AE p10 :

Préservation des qualités paysagères du site

Comme évoqué au point 2-1 du présent avis, la hauteur maximale des bâtiments prévu par le PLU de Saint-Laurent-d'Agnay dans le secteur nord de l'extension est de 12 mètres, à l'exception de celle prévue pour l'unité de méthanisation. La page D-39 du rapport rappelle cette limite sans pour autant garantir précisément si la hauteur de la future unité de méthanisation ne dépassera pas cette limite puisque le règlement du PLU le permet.

De plus, en matière de mesures visant à réduire l'incidence des enseignes et pré-enseignes publicitaires sur le paysage, il est précisé que le règlement du PLU les limite à « 5 % de la façade et non à l'extérieur de celle-ci ». Pour la bonne information du public, il conviendrait de préciser si les deux règlements des PLU de chacune des communes de Saint-Laurent-d'Agnay et de Beauvallon comprennent ce type de dispositif réglementaire de protection paysagère.

Réponses du maître d'ouvrage :

La hauteur maximale des bâtiments est fixée à 12 mètres dans le cadre de l'extension nord, selon le règlement de la zone AUic2 du PLU de Saint-Laurent d'Agnay. Le règlement de cette zone stipule que cette hauteur limite pourra être dépassée pour l'installation d'un méthaniseur. Pour la bonne information du public, cette précision est rappelée étant donné que ladite zone a vocation à accueillir un projet de méthanisation. Dans le cadre de ce projet, la hauteur maximale du bâtiment sera de 12 mètres au faitage. La hauteur maximale de la plus haute cuve (digestat) sera de 15 mètres y compris éléments techniques. Sous réserve d'études, il est envisagé d'encaisser de 2 mètres environ la cuve la plus haute, afin de répondre à des contraintes réglementaires et de limiter la hauteur par rapport au terrain naturel. La faisabilité technique de cette piste devra être confirmée. La bonne intégration paysagère de l'unité de méthanisation sera obtenue à travers la plantation de lisières boisées et de haies champêtres, d'une largeur de 5 à 9 mètres, sur toutes les limites du terrain d'assiette du projet, conformément au permis d'aménager déposé par VALORIPOLIS et comme présenté dans la note complémentaire paysagère ci-annexée (annexe 3.1.2, pages 29 et 30).

Les règlements des PLU de Beauvallon et de Saint-Laurent d'Agnay limitent les enseignes et pré-enseignes publicitaires à 5 % de la façade. Celles-ci sont interdites à l'extérieur des façades. Ce dispositif réglementaire permet de protéger le paysage en sus des mesures de composition paysagère présentées dans la note complémentaire ci-annexée (annexe 3.1.2, pages 26 à 30).

Extrait de l'avis de l'AE p10 :

Lutte contre les émissions de gaz à effet de serre par une maîtrise des déplacements automobiles

En ce qui concerne l'évaluation des incidences de l'extension de la zone d'activité sur le climat, il est inexact d'affirmer à la page D-4 que « la réalisation d'un projet d'extension de zone urbanisée » n'est pas de « nature à affecter de manière notable le climat », surtout si ledit projet prévoit la création d'environ 800 nouveaux emplois à terme et génère un trafic journalier supplémentaire de 1 620 véhicules légers et 315 poids lourds). En effet, les incidences indirectes causées par la croissance des déplacements induite par l'extension de la zone d'activité, nonobstant la nature des éventuelles nouvelles activités implantées, engendre des incidences évidentes sur le climat. Aussi, pour la bonne information du public, cette affirmation mérite d'être nuancée dans le rapport.

Réponses du maître d'ouvrage :

Au regard de la proximité de la RD342 et la D83 qui présente un trafic déjà très important, les trafics supplémentaires représentent environ 5% sur ces axes. La participation aux émissions de gaz à effets de serre est liée à cette augmentation.

Extrait de l'avis de l'AE p10 :

Concernant la promotion de l'usage des transports en commun, la mesure proposée dans le dossier n'apparaît pas suffisante au regard des enjeux en présence et du nombre d'usagers futurs du site. De même, le covoiturage semble simplement prévu pendant la phase de chantier alors que cette période n'est que temporaire et qu'il est indiqué dans l'état initial que la COPAMO s'est notamment fixée comme objectif de développer cet usage collectif de la voiture. De la même manière, il n'est pas indiqué dans le rapport si le projet d'extension prévoit des bornes de recharge et des stationnements pour les véhicules électriques, moins émetteurs de gaz à effet de serre. Ces points méritent d'être précisés dans le rapport.

Réponses du maître d'ouvrage :

Un certain nombre d'actions sont mis en place pour assurer la prise en compte des nouveaux trafics et l'amélioration de la situation actuelle. Ces éléments seront précisés dans le cadre de l'étude d'impact et de l'étude trafic (pièces annexées 3.1.1, 3.1.2 et 3.1.3) :

- Réflexion d'amélioration du rond-point de Ravel, en entrée de parc, en lien avec le Conseil Départemental (compétence départementale sur la RD342).
- Investissements par la COPAMO pour le plan vélo (voies cyclables entre les centre-bourgs et les zones d'activités).
- Prise en charge de la compétence Mobilité par la COPAMO avec la réflexion avec le SYTRAL pour assurer la desserte du site par les transports en commun.
- Mise en place d'un PDIE ou PDE avec un financement d'investissement par l'aménageur et la COPAMO.
- Préservation d'une bande inconstructible dans l'OAP le long de la RD342 pour mettre en place une voie mode doux sur cet axe.

Au niveau du covoiturage, il sera favorisé aussi dans la phase d'exploitation : réseau Quick Pouce (Auto-stop organisé) présent sur le site des Platières et dans les PDIE des entreprises.

La mise en place d'une station permettant l'alimentation de véhicules en biogaz est à l'étude par les acteurs du territoire.

Extrait de l'avis de l'AE p10 :

Compensation de terres agricoles

À la page D-27, les parcelles agricoles gérées par la SAFER sont présentées comme des mesures de réduction. À la page suivante, la légende de la carte présente lesdites parcelles comme des zones de compensation agricoles. Une mesure ne peut être à la fois une mesure de réduction et de compensation. Ce point mérite d'être clarifié pour la bonne compréhension du public.

Réponses du maître d'ouvrage :

Les parcelles gérées par la SAFER sont destinées à une compensation foncière individuelle des exploitations concernées par le projet. Cette mesure comprend 6 ha qui ont été proposés aux agriculteurs impactés. Pour le moment, sur les 5 exploitations, seul un exploitant a manifesté son intérêt. Ce dernier est impacté sur le secteur sud sur une surface de 2,4 ha. Le foncier proposé en échange est d'une superficie de 4ha (parcelle 048 D 328).

Extrait de l'avis de l'AE p10 :

Un volet ICPE non abouti ce stade

Le projet d'extension de la zone d'activités a notamment vocation à accueillir des installations classées pour l'environnement. Dans ce cadre, en application de l'article R. 122-5 VI du code de l'environnement, le rapport doit être précisé et complété, en tant que de besoin. À ce stade, l'étude d'impact ne comporte aucune information précise permettant l'installation d'une activité classée ICPE. Aussi, elle devra être actualisée le moment venu à l'occasion des demandes d'autorisation ultérieures en la matière.

Réponses du maître d'ouvrage :

Le dossier d'étude d'impact prend en compte les hypothèses de trafic connus à date pour les projets ICPE pressentis et connus. Ces éléments ont été intégrés dans les impacts du projet, ainsi que les impacts de ces projets sur la biodiversité, les milieux naturels et l'agriculture.

Le maître d'ouvrage informe les porteurs de projet de la nécessité possible de mettre à jour l'étude d'impact réalisée pour les permis d'aménager de Beauvallon et Saint-Laurent d'Agny, en fonction d'éventuels impacts qui n'aurait pas été connus à la date du dépôt du dossier d'impact des permis d'aménager.

Extrait de l'avis de l'AE p10 :

Incidences cumulées avec le projet d'extension Est

L'étude d'impact présente par ailleurs un défaut de lisibilité concernant une autre extension, plus à l'est. Le paragraphe 8.1 « impact cumulé » de la page B-97 aborde le projet de création d'une plateforme agroalimentaire et mentionne « un début des travaux prévu pour janvier 2019 et la mise en service du bâtiment pour juin 2020 ». Il semble que ce projet de plateforme agroalimentaire ne soit plus d'actualité mais que le projet d'extension demeure ; en effet, le dossier de demande de dérogation à la protection des espèces pour l'extension est a été retiré par le maître d'ouvrage, après avis du conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN). Ce point mérite d'être clarifié.

Réponses du maître d'ouvrage :

Le prospect pressenti sur le secteur d'extension Est n'a pas donné suite à son projet, entraînant le retrait du dossier de dérogation à la protection des espèces. D'autres projets sont à l'étude selon la même programmation. Les impacts cumulés déjà pris en compte dans l'évaluation environnementale sont donc d'actualité. Un nouveau dossier de dérogation à la protection des espèces sera déposé dès qu'un projet abouti aura été validé.

Extrait de l'avis de l'AE p10 :

Les nuisances acoustiques

La partie consacrée à l'évaluation de l'exposition des populations au bruit (page E-5) mérite également d'être éclaircie. Il est en effet écrit que le bruit lié à la RD 342 « affecte environ la moitié du site Sud, avec une bande d'environ 60 mètres engendrant une nuisance entre 60 et 65 dB et encore environ 100 mètres sujets à une nuisance sonore entre 55 et 60 dB ». Or, à la page 12 de la notice dénommée « PA2 » du permis d'aménager de la partie sud, il est précisé que le long de la RD342, un recul des constructions de 25 mètres minimum sera demandé. Pour la bonne compréhension du dossier par le public, il est important de clarifier la distance réelle prévue des constructions par rapport à ladite RD, par ailleurs qualifiée « d'infrastructure routière à grande circulation ».

Réponses du maître d'ouvrage :

Conformément au PLU adopté le 10/02/2020 par la commune de Beauvallon, et au permis d'aménager déposé par Valoripolis sur le secteur d'extension Sud, un recul des constructions de 25 mètres sera appliqué depuis l'axe de la RD342. Des dispositifs constructifs seront imposés afin de protéger les usagers du bruit généré par la RD342, dans les cahiers de prescriptions architecturales, urbaines et paysagères (CPAUP) qui s'imposeront aux preneurs de lots dans le cadre de l'élaboration de leurs permis de construire.

Extrait de l'avis de l'AE p10 :

Les coûts et les modalités de suivi associés aux mesures annoncées

En ce qui concerne les coûts, aucun montant n'est à ce stade annoncé. Il n'est donc pas aisé pour le public d'apprécier l'effort réellement consenti pour la mise en œuvre des mesures environnementales.

En ce qui concerne les modalités de suivi (indicateurs, périodicité, objectifs cibles), aucune donnée précise n'est également décrite. Actuellement, le dossier ne présente que des intentions de mesures de suivi sans les décrire concrètement.

Réponse du maître d'ouvrage :

Mesures de suivis naturalistes :

Pour suivre l'efficacité des mesures envisagées (éviter mais surtout réduction) dans le temps, un suivi écologique pluriannuel sera confié par contractualisation à un bureau d'études spécialisé dans l'expertise des milieux naturels ou à des associations naturalistes composées d'experts écologues locaux.

Le suivi prévoit la réalisation d'inventaires naturalistes ciblés sur les espèces protégées et/ou à enjeu local de conservation en se basant sur les résultats des études écologiques réalisées lors de l'état initial du site et qui constitueront l'état de référence avant-projet. Ce suivi sera réalisé au regard des mesures Eviter-Réduire envisagées conformément à la doctrine ERC.

Les suivis naturalistes, mis en place sur une période de 30 ans à partir de la fin des travaux, seront réalisés selon la fréquence suivante : 1 an ; 2 ans, 3 ans, 4 ans, 5 ans, 10 ans, 15 ans, 20 ans et 30 ans après la réalisation des travaux.

Quant à la méthodologie à suivre, les inventaires faunistiques seront réalisés sur l'ensemble de l'année permettant de couvrir tous les cycles biologiques des espèces présentes sur le site. Pour cela, cinq passages annuels minimum seront nécessaires.

Le principal effort de prospection sera porté, pour le suivi de l'efficacité des mesures, sur les espèces qui représentent le plus d'enjeu à l'égard du projet d'urbanisme, à savoir l'avifaune (notamment l'Oedicnème criard et la Pie-grièche écorcheur), les reptiles et les amphibiens.

Ces inventaires seront réalisés sur le site d'étude et aussi sur l'ensemble des mesures compensatoires.

Rapport à l'autorité environnementale :

Le maître d'ouvrage produira un bilan complet comprenant l'ensemble des documents faisant état de la mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction et de compensation aux années n+1 à compter de la date de fin des travaux, n+3, n+5, n+10, n+20 et n+30.

Le bilan, adressé à la DREAL, devra comprendre :

- Les rapports d'inventaires naturalistes (excepté la première année) ;
- Une rédaction comprenant texte, cartes et photos pour rendre compte des actions mises en place en faveur des espèces protégées et de la biodiversité ;
- Les autres initiatives en faveur de l'environnement.

Tableau de synthèse du coût prévisionnel des mesures :

Mesures en faveur de l'environnement	Coût des mesures en K € HT
Zone NORD	
Aménagements paysagers	34
Création d'un maillage bocager sur un territoire agricole	12
Création d'hibernaculums	1
Mesure de suivi biodiversité sur 30 ans	102
Total Zone Nord (K € HT)	149
Zone SUD	
Aménagements paysagers	316
Mise en place de l'Obligation Réelle pour l'Environnement	31
Création d'hibernaculums	1
Pose de nichoir pour l'avifaune	2
Bassins de rétention	70
Mesure de suivi biodiversité sur 30 ans	258
Total Zone Sud (K € HT)	678
Total compensation agricole commune (K € HT)	128
TOTAL GENERAL (K € HT)	955

Extrait de l'avis de l'AE p11 :

En ce qui concerne le dernier enjeu environnemental prioritaire identifié par la MRAe, à savoir, la préservation de la qualité paysagère, aucune justification apportée dans cette partie de l'étude d'impact témoigne de la volonté de bien le prendre en compte.

De plus, le dossier ne présente pas les différentes options d'aménagement possibles.

L'Autorité environnementale recommande de compléter le dossier sur ces deux derniers points.

Réponse du maître d'ouvrage :

La note complémentaire paysagère ci-annexée (annexe 3.1.2) présente une analyse des enjeux paysagers (page 2 à 25), qui a permis d'identifier les séquences de perception les plus sensibles, notamment depuis les axes routiers (représentés pages 26 à 30 pour les secteurs d'extension Sud et Nord). Cela a permis de déterminer, parmi les différentes options d'aménagement étudiées, des plans de composition permettant de préserver au mieux la qualité paysagère. Des mesures ont ainsi été définies afin de réduire les impacts visuels des projets d'extension.

Pour le permis d'aménager de Beauvallon, cette approche a permis de retenir - parmi les différentes options de localisation étudiées pour les surfaces de bâtiments les plus grandes - le plateau principal situé sur la partie Est du périmètre du projet car il se situe dans le secteur le moins exposé vis-à-vis des vues éloignées et rapprochées (notamment depuis les axes routiers). Cette implantation permettra de minimiser les impacts des bâtiments les plus grands sur les séquences de perception sensibles et répondre ainsi à l'enjeu de préservation paysagère (cf. pages 27 et 28 de l'annexe 3.1.2).

Pour le permis d'aménager de Saint-Laurent d'Agnay, une lisière boisée épaisse sera plantée sur les limites Ouest, Nord et Est du lotissement. Parmi les différentes options d'aménagement étudiées pour accueillir l'unité de méthanisation (qui accueillera des cuves d'une hauteur pouvant atteindre 15 m), le lot situé au Nord du lotissement a été choisi afin de permettre une protection, grâce à cette lisière boisée, des séquences de perception les plus sensibles identifiées (cf. pages 29 et 30 de l'annexe 3.1.2).